

# Le Pape François à Strasbourg

Le Pape François s'est rendu mardi 25 novembre devant le Parlement européen et le Conseil de l'Europe à Strasbourg. Vingt-six ans se sont écoulés depuis le discours de Jean-Paul II au Parlement européen. En 1988, Jean-Paul II parlait à des députés de douze pays, élus pour représenter 330 millions de citoyens. Le Pape François a parlé à des députés européens provenant de vingt-huit pays, qui représentent plus d'un demi-milliard de personnes.

26/11/2014

## ***DISCOURS DU PAPE FRANÇOIS***

### **AU PARLEMENT EUROPÉEN**

***(le discours au Conseil de l'Europe  
est disponible dans la rubrique "A  
lire aussi", dans la colonne de  
droite)***

*Strasbourg*

Mardi 25 novembre 2014

source : [vatican.va](http://vatican.va)

*Monsieur le Président, Mesdames et  
Messieurs les Vice-présidents,*

Honorables Députés Européens,

Personnes qui travaillent à des titres  
divers dans cet hémicycle,

Chers amis,

Je vous remercie pour l'invitation à prendre la parole devant cette institution fondamentale de la vie de l'Union Européenne, et pour l'opportunité qui m'est offerte de m'adresser, à travers vous, à plus de cinq cents millions de citoyens des 28 pays membres que vous représentez. Je désire exprimer une gratitude particulière à vous, Monsieur le Président du Parlement, pour les paroles cordiales de bienvenue que vous m'avez adressées, au nom de tous les membres de l'Assemblée.

Ma visite a lieu plus d'un quart de siècle après celle accomplie par le Pape Jean Paul II. Beaucoup de choses ont changé depuis lors, en Europe et dans le monde entier. Les blocs opposés qui divisaient alors le continent en deux n'existent plus, et le désir que « l'Europe, se donnant souverainement des institutions libres, puisse un jour se déployer aux dimensions que lui ont données la

géographie et plus encore l'histoire »[1], se réalise lentement.

À côté d'une Union Européenne plus grande, il y a aussi un monde plus complexe, et en fort mouvement. Un monde toujours plus interconnecté et globalisé, et donc de moins en moins « eurocentrique ». À une Union plus étendue, plus influente, semble cependant s'adjoindre l'image d'une Europe un peu vieillie et comprimée, qui tend à se sentir moins protagoniste dans un contexte qui la regarde souvent avec distance, méfiance, et parfois avec suspicion.

En m'adressant à vous aujourd'hui, à partir de ma vocation de pasteur, je désire adresser à tous les citoyens européens un message d'espérance et d'encouragement.

Un message d'espérance fondé sur la confiance que les difficultés peuvent devenir des promotrices puissantes d'unité, pour vaincre toutes les peurs

que l'Europe – avec le monde entier – est en train de traverser. L'espérance dans le Seigneur qui transforme le mal en bien, et la mort en vie.

Encouragement pour revenir à la ferme conviction des Pères fondateurs de l'Union Européenne, qui ont souhaité un avenir fondé sur la capacité de travailler ensemble afin de dépasser les divisions, et favoriser la paix et la communion entre tous les peuples du continent. Au centre de cet ambitieux projet politique il y avait la confiance en l'homme, non pas tant comme citoyen, ni comme sujet économique, mais en l'homme comme personne dotée d'une dignité transcendante.

Je tiens avant tout à souligner le lien étroit qui existe entre ces deux paroles : « dignité » et « transcendante ».

La « dignité » est une parole-clé qui a caractérisé la reprise du second

après guerre. Notre histoire récente se caractérise par l'indubitable centralité de la promotion de la dignité humaine contre les violences multiples et les discriminations qui, même en Europe, n'ont pas manqué dans le cours des siècles. La perception de l'importance des droits humains naît justement comme aboutissement d'un long chemin, fait de multiples souffrances et sacrifices, qui a contribué à former la conscience du caractère précieux, de l'unicité qu'on ne peut répéter de toute personne humaine individuelle. Cette conscience culturelle trouve son fondement, non seulement dans les évènements de l'histoire, mais surtout dans la pensée européenne, caractérisée par une riche rencontre, dont les nombreuses sources lointaines proviennent « de la Grèce et de Rome, de fonds celtes, germaniques et slaves, et du christianisme qui l'a profondément pétrie»[2], donnant

lieu justement au concept de « personne ».

Aujourd'hui, la promotion des droits humains joue un rôle central dans l'engagement de l'Union Européenne, en vue de favoriser la dignité de la personne, en son sein comme dans ses rapports avec les autres pays. Il s'agit d'un engagement important et admirable, puisque trop de situations subsistent encore dans lesquelles les êtres humains sont traités comme des objets dont on peut programmer la conception, la configuration et l'utilité, et qui ensuite peuvent être jetés quand ils ne servent plus, parce qu'ils deviennent faibles, malades ou vieux.

Quelle dignité existe vraiment, quand manque la possibilité d'exprimer librement sa pensée ou de professer sans contrainte sa foi religieuse ? Quelle dignité est possible, sans un cadre juridique

clair, qui limite le domaine de la force et qui fasse prévaloir la loi sur la tyrannie du pouvoir ? Quelle dignité peut jamais avoir un homme ou une femme qui fait l'objet de toute sorte de discriminations ? Quelle dignité pourra jamais avoir une personne qui n'a pas de nourriture ou le minimum nécessaire pour vivre et, pire encore, qui n'a pas le travail qui l'oint de dignité ?

Promouvoir la dignité de la personne signifie reconnaître qu'elle possède des droits inaliénables dont elle ne peut être privée au gré de certains, et encore moins au bénéfice d'intérêts économiques.

Mais il convient de faire attention pour ne pas tomber dans des équivoques qui peuvent naître d'un malentendu sur le concept de droits humains et de leur abus paradoxal. Il y a en effet aujourd'hui la tendance à une revendication toujours plus

grande des droits individuels – je suis tenté de dire individualistes –, qui cache une conception de la personne humaine détachée de tout contexte social et anthropologique, presque comme une « monade » (μονάς), toujours plus insensible aux autres « monades » présentes autour de soi. Au concept de droit, celui - aussi essentiel et complémentaire - de devoir, ne semble plus associé, de sorte qu'on finit par affirmer les droits individuels sans tenir compte que tout être humain est lié à un contexte social dans lequel ses droits et devoirs sont connexes à ceux des autres et au bien commun de la société elle-même.

Par conséquent je considère qu'il est plus que jamais vital d'approfondir aujourd'hui une culture des droits humains qui puisse sagement relier la dimension individuelle, ou mieux, personnelle, à celle de bien commun, de ce « nous-tous » formé d'individus,

de familles et de groupes intermédiaires qui s'unissent en communauté sociale[3]. En effet, si le droit de chacun n'est pas harmonieusement ordonné au bien plus grand, il finit par se concevoir comme sans limites et, par conséquent, devenir source de conflits et de violences.

Parler de la dignité transcendante de l'homme signifie donc faire appel à sa nature, à sa capacité innée de distinguer le bien du mal, à cette « boussole » inscrite dans nos cœurs et que Dieu a imprimée dans l'univers créé[4] ; cela signifie surtout de regarder l'homme non pas comme un absolu, mais comme un être relationnel. Une des maladies que je vois la plus répandue aujourd'hui en Europe est la solitude, précisément de celui qui est privé de liens. On la voit particulièrement chez les personnes âgées, souvent abandonnées à leur destin, comme

aussi chez les jeunes privés de points de référence et d'opportunités pour l'avenir ; on la voit chez les nombreux pauvres qui peuplent nos villes ; on la voit dans le regard perdu des migrants qui sont venus ici en recherche d'un avenir meilleur.

Cette solitude a été ensuite accentuée par la crise économique, dont les effets perdurent encore, avec des conséquences dramatiques du point de vue social. On peut constater qu'au cours des dernières années, à côté du processus d'élargissement de l'Union Européenne, s'est accrue la méfiance des citoyens vis-à-vis des institutions considérées comme distantes, occupées à établir des règles perçues comme éloignées de la sensibilité des peuples particuliers, sinon complètement nuisibles. D'un peu partout on a une impression générale de fatigue, de vieillissement, d'une Europe grand-mère et non plus féconde et vivante. Par conséquent,

les grands idéaux qui ont inspiré l'Europe semblent avoir perdu leur force attractive, en faveur de la technique bureaucratique de ses institutions.

À cela s'ajoutent des styles de vie un peu égoïstes, caractérisés par une opulence désormais insoutenable et souvent indifférente au monde environnant, surtout aux plus pauvres. On constate avec regret une prévalence des questions techniques et économiques au centre du débat politique, au détriment d'une authentique orientation anthropologique[5]. L'être humain risque d'être réduit à un simple engrenage d'un mécanisme qui le traite à la manière d'un bien de consommation à utiliser, de sorte que – nous le remarquons malheureusement souvent – lorsque la vie n'est pas utile au fonctionnement de ce mécanisme elle est éliminée sans trop de

scrupule, comme dans le cas des malades, des malades en phase terminale, des personnes âgées abandonnées et sans soin, ou des enfants tués avant de naître.

C'est une grande méprise qui advient « quand l'absolutisation de la technique prévaut »[6], ce qui finit par produire « une confusion entre la fin et moyens »[7]. Résultat inévitable de la « culture du déchet » et de la « mentalité de consommation exagérée ». Au contraire, affirmer la dignité de la personne c'est reconnaître le caractère précieux de la vie humaine, qui nous est donnée gratuitement et qui ne peut, pour cette raison, être objet d'échange ou de commerce. Dans votre vocation de parlementaires, vous êtes aussi appelés à une grande mission, bien qu'elle puisse sembler inutile : prendre soin de la fragilité, de la fragilité des peuples et des personnes. Prendre soin de la

fragilité veut dire force et tendresse, lutte et fécondité, au milieu d'un modèle fonctionnaliste et privatisé qui conduit inexorablement à la « culture du déchet ». Prendre soin de la fragilité de la personne et des peuples signifie garder la mémoire et l'espérance ; signifie prendre en charge la personne présente dans sa situation la plus marginale et angoissante et être capable de l'oisiveté de dignité[8].

Comment donc redonner espérance en l'avenir, de sorte que, à partir des jeunes générations, on retrouve la confiance afin de poursuivre le grand idéal d'une Europe unie et en paix, créative et entreprenante, respectueuse des droits et consciente de ses devoirs ?

Pour répondre à cette question, permettez-moi de recourir à une image. Une des fresques les plus célèbres de Raphaël qui se trouvent

au Vatican représente la dite École d'Athènes. Au centre se trouvent Platon et Aristote. Le premier a le doigt qui pointe vers le haut, vers le monde des idées, nous pourrions dire vers le ciel ; le second tend la main en avant, vers celui qui regarde, vers la terre, la réalité concrète. Cela me paraît être une image qui décrit bien l'Europe et son histoire, faite de la rencontre continue entre le ciel et la terre, où le ciel indique l'ouverture à la transcendance, à Dieu, qui a depuis toujours caractérisé l'homme européen, et la terre qui représente sa capacité pratique et concrète à affronter les situations et les problèmes.

L'avenir de l'Europe dépend de la redécouverte du lien vital et inséparable entre ces deux éléments. Une Europe qui n'a plus la capacité de s'ouvrir à la dimension transcendance de la vie est une

Europe qui lentement risque de perdre son âme, ainsi que cet « esprit humaniste » qu'elle aime et défend cependant.

Précisément à partir de la nécessité d'une ouverture au transcendant, je veux affirmer la centralité de la personne humaine, qui se trouve autrement à la merci des modes et des pouvoirs du moment. En ce sens j'estime fondamental, non seulement le patrimoine que le christianisme a laissé dans le passé pour la formation socioculturelle du continent, mais surtout la contribution qu'il veut donner, aujourd'hui et dans l'avenir, à sa croissance. Cette contribution n'est pas un danger pour la laïcité des États ni pour l'indépendance des institutions de l'Union, mais au contraire un enrichissement. Les idéaux qui l'ont formée dès l'origine le montrent bien: la paix, la subsidiarité et la solidarité

réciproque, un humanisme centré sur le respect de la dignité de la personne.

Je désire donc renouveler la disponibilité du Saint Siège et de l'Église catholique – à travers la Commission des Conférences Épiscopales Européennes (COMECE) – pour entretenir un dialogue profitable, ouvert et transparent avec les institutions de l'Union Européenne. De même, je suis convaincu qu'une Europe capable de mettre à profit ses propres racines religieuses, sachant en recueillir la richesse et les potentialités, peut être plus facilement immunisée contre les nombreux extrémismes qui déferlent dans le monde d'aujourd'hui, et aussi contre le grand vide d'idées auquel nous assistons en Occident, parce que « c'est l'oubli de Dieu, et non pas sa glorification, qui engendre la violence »[9].

Nous ne pouvons pas ici ne pas rappeler les nombreuses injustices et persécutions qui frappent quotidiennement les minorités religieuses, en particulier chrétiennes, en divers endroits du monde. Des communautés et des personnes sont l'objet de violences barbares : chassées de leurs maisons et de leurs patries ; vendues comme esclaves ; tuées, décapitées, crucifiées et brûlées vives, sous le silence honteux et complice de beaucoup.

La devise de l'Union Européenne est Unité dans la diversité, mais l'unité ne signifie pas uniformité politique, économique, culturelle ou de pensée. En réalité, toute unité authentique vit de la richesse des diversités qui la composent : comme une famille qui est d'autant plus unie que chacun des siens peut être, sans crainte, davantage soi-même. Dans ce sens, j'estime que l'Europe est une famille des peuples, lesquels pourront sentir

les institutions de l'Union proches dans la mesure où elles sauront sagement conjuguer l'idéal de l'unité à laquelle on aspire, à la diversité propre de chacun, valorisant les traditions particulières, prenant conscience de son histoire et de ses racines, se libérant de nombreuses manipulations et phobies. Mettre au centre la personne humaine signifie avant tout faire en sorte qu'elle exprime librement son visage et sa créativité, au niveau des individus comme au niveau des peuples.

D'autre part, les particularités de chacun constituent une richesse authentique dans la mesure où elles sont mises au service de tous. Il faut toujours se souvenir de l'architecture propre de l'Union Européenne, basée sur les principes de solidarité et de subsidiarité, de sorte que l'aide mutuelle prévale, et que l'on puisse marcher dans la confiance réciproque.

Dans cette dynamique d'unité-particularité, se pose à vous, Mesdames et Messieurs les Eurodéputés, l'exigence de maintenir vivante la démocratie, la démocratie des peuples d'Europe. Il est connu qu'une conception uniformisante de la mondialité touche la vitalité du système démocratique, affaiblissant le débat riche, fécond et constructif des organisations et des partis politiques entre eux.

On court ainsi le risque de vivre dans le règne de l'idée, de la seule parole, de l'image, du sophisme... et de finir par confondre la réalité de la démocratie avec un nouveau nominalisme politique. Maintenir vivante la démocratie en Europe demande d'éviter les « manières globalisantes » de diluer la réalité : les purismes angéliques, les totalitarismes du relativisme, les fondamentalismes anhistoriques, les

éthiques sans bonté, les intellectualismes sans sagesse[10].

Maintenir vivante la réalité des démocraties est un défi de ce moment historique, en évitant que leur force réelle – force politique expressive des peuples – soit écartée face à la pression d'intérêts multinationaux non universels, qui les fragilisent et les transforment en systèmes uniformisés de pouvoir financier au service d'empires inconnus. C'est un défi qu'aujourd'hui l'histoire vous lance.

Donner espérance à l'Europe ne signifie pas seulement reconnaître la centralité de la personne humaine, mais implique aussi d'en favoriser les capacités. Il s'agit donc d'y investir ainsi que dans les domaines où ses talents se forment et portent du fruit. Le premier domaine est sûrement celui de l'éducation, à partir de la famille, cellule

fondamentale et élément précieux de toute société. La famille unie, féconde et indissoluble porte avec elle les éléments fondamentaux pour donner espérance à l'avenir. Sans cette solidité, on finit par construire sur le sable, avec de graves conséquences sociales. D'autre part, souligner l'importance de la famille non seulement aide à donner des perspectives et l'espérance aux nouvelles générations, mais aussi aux nombreuses personnes âgées, souvent contraintes à vivre dans des conditions de solitude et d'abandon parce qu'il n'y a plus la chaleur d'un foyer familial en mesure de les accompagner et de les soutenir.

À côté de la famille, il y a les institutions éducatives : écoles et universités. L'éducation ne peut se limiter à fournir un ensemble de connaissances techniques, mais elle doit favoriser le processus plus complexe de croissance de la

personne humaine dans sa totalité. Les jeunes d'aujourd'hui demandent à pouvoir avoir une formation adéquate et complète pour regarder l'avenir avec espérance, plutôt qu'avec désillusion. Ensuite, les potentialités créatives de l'Europe dans divers domaines de la recherche scientifique, dont certains ne sont pas encore complètement explorés, sont nombreuses. Il suffit de penser par exemple aux sources alternatives d'énergie, dont le développement servirait beaucoup à la protection de l'environnement.

L'Europe a toujours été en première ligne dans un louable engagement en faveur de l'écologie. Notre terre a en effet besoin de soins continus et d'attentions ; chacun a une responsabilité personnelle dans la protection de la création, dont précieux que Dieu a mis entre les mains des hommes. Cela signifie, d'une part, que la nature est à notre

disposition, que nous pouvons en jouir et en faire un bon usage ; mais, d'autre part, cela signifie que nous n'en sommes pas les propriétaires. Gardiens, mais non propriétaires. Par conséquent, nous devons l'aimer et la respecter, tandis qu'« au contraire, nous sommes souvent guidés par l'orgueil de dominer, de posséder, de manipuler, d'exploiter; nous ne la "gardons" pas, nous ne la respectons pas, nous ne la considérons pas comme un don gratuit dont il faut prendre soin»[11]. Respecter l'environnement signifie cependant non seulement se limiter à éviter de le défigurer, mais aussi l'utiliser pour le bien. Je pense surtout au secteur agricole, appelé à donner soutien et nourriture à l'homme. On ne peut tolérer que des millions de personnes dans le monde meurent de faim, tandis que des tonnes de denrées alimentaires sont jetées chaque jour de nos tables. En outre, respecter la nature, nous

rappelle que l'homme lui-même en est une partie fondamentale. À côté d'une écologie environnementale, il faut donc une écologie humaine, faite du respect de la personne, que j'ai voulu rappeler aujourd'hui en m'adressant à vous.

Le deuxième domaine dans lequel fleurissent les talents de la personne humaine, c'est le travail. Il est temps de favoriser les politiques de l'emploi, mais il est surtout nécessaire de redonner la dignité au travail, en garantissant aussi d'adéquates conditions pour sa réalisation. Cela implique, d'une part, de repérer de nouvelles manières de conjuguer la flexibilité du marché avec les nécessités de stabilité et de certitude des perspectives d'emploi, indispensables pour le développement humain des travailleurs ; d'autre part, cela signifie favoriser un contexte social adéquat, qui ne vise pas

l'exploitation des personnes, mais à garantir, à travers le travail, la possibilité de construire une famille et d'éduquer les enfants.

De même, il est nécessaire d'affronter ensemble la question migratoire. On ne peut tolérer que la Mer Méditerranée devienne un grand cimetière ! Dans les barques qui arrivent quotidiennement sur les côtes européennes, il y a des hommes et des femmes qui ont besoin d'accueil et d'aide. L'absence d'un soutien réciproque au sein de l'Union Européenne risque d'encourager des solutions particularistes aux problèmes, qui ne tiennent pas compte de la dignité humaine des immigrés, favorisant le travail d'esclave et des tensions sociales continues. L'Europe sera en mesure de faire face aux problématiques liées à l'immigration si elle sait proposer avec clarté sa propre identité culturelle et mettre

en acte des législations adéquates qui sachent en même temps protéger les droits des citoyens européens et garantir l'accueil des migrants ; si elle sait adopter des politiques justes, courageuses et concrètes qui aident leurs pays d'origine dans le développement sociopolitique et dans la résolution des conflits internes – cause principale de ce phénomène – au lieu des politiques d'intérêt qui accroissent et alimentent ces conflits. Il est nécessaire d'agir sur les causes et non seulement sur les effets.

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs les Députés,

La conscience de sa propre identité est nécessaire aussi pour dialoguer de manière prospective avec les États qui ont demandé d'entrer pour faire partie de l'Union Européenne à l'avenir. Je pense surtout à ceux de l'aire balkanique pour lesquels

l'entrée dans l'Union Européenne pourra répondre à l'idéal de paix dans une région qui a grandement souffert des conflits dans le passé. Enfin, la conscience de sa propre identité est indispensable dans les rapports avec les autres pays voisins, particulièrement avec ceux qui bordent la Méditerranée, dont beaucoup souffrent à cause de conflits internes et de la pression du fondamentalisme religieux ainsi que du terrorisme international.

À vous législateurs, revient le devoir de protéger et de faire grandir l'identité européenne, afin que les citoyens retrouvent confiance dans les institutions de l'Union et dans le projet de paix et d'amitié qui en est le fondement. Sachant que « plus grandit le pouvoir de l'homme plus s'élargit le champ de ses responsabilités, personnelles et communautaires »[12]. Je vous

exhorte donc à travailler pour que l'Europe redécouvre sa bonne âme.

Un auteur anonyme du IIème siècle a écrit que « les chrétiens représentent dans le monde ce qu'est l'âme dans le corps » [13]. Le rôle de l'âme est de soutenir le corps, d'en être la conscience et la mémoire historique. Et une histoire bimillénaire lie l'Europe et le christianisme. Une histoire non exempte de conflits et d'erreurs, et aussi de péchés, mais toujours animée par le désir de construire pour le bien. Nous le voyons dans la beauté de nos villes, et plus encore dans celle des multiples œuvres de charité et d'édification humaine commune qui parsèment le continent. Cette histoire, en grande partie, est encore à écrire. Elle est notre présent et aussi notre avenir. Elle est notre identité. Et l'Europe a fortement besoin de redécouvrir son visage pour grandir, selon l'esprit de ses

Pères fondateurs, dans la paix et dans la concorde, puisqu'elle-même n'est pas encore à l'abri de conflits.

Chers Eurodéputés, l'heure est venue de construire ensemble l'Europe qui tourne, non pas autour de l'économie, mais autour de la sacralité de la personne humaine, des valeurs inaliénables ; l'Europe qui embrasse avec courage son passé et regarde avec confiance son avenir pour vivre pleinement et avec espérance son présent. Le moment est venu d'abandonner l'idée d'une Europe effrayée et repliée sur elle-même, pour susciter et promouvoir l'Europe protagoniste, porteuse de science, d'art, de musique, de valeurs humaines et aussi de foi. L'Europe qui contemple le ciel et poursuit des idéaux ; l'Europe qui regarde, défend et protège l'homme ; l'Europe qui chemine sur la terre sûre et solide, précieux point de référence pour toute l'humanité !

Merci.

---

[1] Jean Paul II, Discours au Parlement Européen, 11 octobre 1988, n. 5.

[2] Jean-Paul II, Discours à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 8 octobre 1988.

[3] Cf. Benoît XVI, Caritas in veritate, n. 7 ; Conc. Œcum. Vat. II, Const. Past. Gaudium et spes, n. 26.

[4] Cf. Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église, n. 37.

[5] Cf. Evangelii gaudium, n. 55.

[6] Benoît XVI, Caritas in veritate, n. 71.

[7] Ibid.

[8] Cf. Evangelii gaudium, n. 209.

[9] Benoît XVI, Discours aux Membres du Corps Diplomatique, 7 janvier 2013.

[10]Cf. *Evangelii gaudium*, n. 231.

[11]François, Audience générale, 5 juin 2013.

[12]*Gaudium et spes*, 34.

[13]Cf. Lettre à Diognète, 6.

---

© Copyright - Libreria Editrice  
Vaticana

---